

Compte-rendu de Matthieu Faucher, représentant d'Action & Démocratie/CFE-CGC

Plusieurs déclarations inaudibles (dont la nôtre), nombreux votes impossibles, les conditions de cette visioconférence étaient les pires que j'aie eues à observer. Avec l'accord du président, je compte écrire au Ministère pour réclamer au plus vite le retour des réunions en présentiel. Il est inadmissible à mon sens que certaines organisations syndicales se retrouvent empêchées de s'exprimer pour « des raisons techniques ».

A l'université, nos étudiants s'entassent sans aucune distanciation dans des amphithéâtres mal ventilés.

Quelle logique ?!

Résumé des déclarations préalables, (du moins celles qu'il a été à peu près possible d'entendre)

*Le SNUIPP salue la décision du port du masque obligatoire mais réclame encore plus ! Il accuse le Ministère de cacher la vérité sur le nombre de contaminations et de fermetures de classes. Il demande des masques FFP2 pour tous. Il appelle à davantage de différenciation pédagogique dans les établissements et conteste le caractère obligatoire des évaluations nationales.

*Le SNES rappelle que le confinement a accentué les inégalités scolaires et aggravé les difficultés des élèves déjà fragiles. Il réclame donc un aménagement des programmes et des examens. Il rappelle en outre que dans le contexte actuel, la réforme du lycée est vécue comme d'autant plus douloureuse.

*Le SE-UNSA dénonce la gestion de la crise sanitaire par le MEN : protocole modifié à la dernière minute, délégation des difficultés aux écoles et aux collectivités. Il dénonce la tenue d'évaluations nationales et appelle à un aménagement des programmes et des examens. Il croit savoir enfin que le MEN prépare une réforme de l'éducation prioritaire et de l'évaluation des établissements ; est-ce bien le moment ?!!

*La FNEC-FP-FO dénonce la qualité médiocre des masques fournis aux enseignants et les incohérences du gouvernement depuis le début de la crise sanitaire. Il dénonce surtout un contexte général de restriction des libertés, la présence des forces de l'ordre dans certains établissements (ah bon ?), la répression contre les militants syndicaux de l'EN (mutation forcée d'une enseignante de Clermont-Ferrand), la poursuite de la réforme des retraites. Bref Macron se servirait de la Covid pour faire de la casse sociale.

*Le SGEN dénonce la mauvaise qualité des masques et réclame une prime numérique pour les enseignants. Il appelle le MEN à tenir compte de la dégradation des conditions de travail du fait de la crise sanitaire (ça ne mange pas de pain).

*Le SNALC dénonce l'impréparation du MEN dans cette crise sanitaire, tout aurait été bien mieux géré si Blanquer écoutait de temps en temps les organisations syndicales. Peut-on enfin être entendus sur la réforme du lycée ?

*Le SNTES se félicite de la hausse des moyens dévolus à l'apprentissage, enfin valorisé par le MEN.

*La FCPE voit dans la crise sanitaire un bon côté : on se soucie enfin des enfants, de l'état des installations sanitaires et récréatives, de l'hygiène dans les écoles... Elle revient sur la polémique des tenues vestimentaires non-appropriées, la jugeant ridicule. Enfin, elle rappelle (comme à son habitude) que l'EN doit davantage impliquer les parents d'élèves.

*La FSU dénonce l'impréparation du MEN et les annonces contradictoires. Elle réclame la hausse des salaires, des recrutements pour palier aux collègues absents, mais aussi l'allègement des programmes, l'abandon des évaluations nationales, de la co-intervention au lycée et du chef d'œuvre, au moins durant cette année difficile.

*Réponses de M. Edouard Geffray, directeur de la DEGESCO : Bravo aux enseignants pour leur mobilisation en cette rentrée difficile. Nous nous félicitons de tenir nos promesses en matière d'école inclusive, en recrutant 8000 nouveaux AESH. Quant aux évaluations, elles sont un outil formidable, nous avons beaucoup des remontées positives. (Les essayer, c'est les adopter, quoi).

Pour les textes eux-mêmes, voir les autres pièces jointes

1. Projet de texte présenté par le ministère du travail, de l'emploi et de l'insertion (DGEFP)

Projet de décret relatif aux versements de France compétences aux régions pour le financement des centres de formation d'apprentis

Pas de raison de polémique, texte purement technique. Ils n'avaient pas besoin de nous.

VOTE FAVORABLE : 16 pour 1 contre 37 abstentions (dont A&D) 4 refus de vote

2. Projet de texte présenté par le ministère de l'agriculture et de l'alimentation

Projet d'arrêté portant création de la spécialité « technicien conseil vente en alimentation (produits alimentaires et boissons) » du baccalauréat professionnel et fixant ses conditions de délivrance

Une réformette voulue par la grande distribution afin de former des vendeurs plus au fait du marketing vert

Ça va dans le bon sens.

VOTE FAVORABLE : 35 pour (dont A&D) 0 contre 19 abstentions 4 refus de vote

3. Projet de texte présenté par la direction générale de l'enseignement scolaire

Projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 17 janvier 2019 fixant le programme de l'enseignement de français de la classe de seconde générale et technologique et de la classe de première des voies générale et technologique

On modifie le programme de l'enseignement du français en Seconde et en Première pour cette année 2020/2021. Par exemple, des notions de grammaire travaillées en Seconde seront encore revues en Première.

Les organisations syndicales unanimes dénoncent un alourdissement du programme et une énième réforme d'autant plus mal venue dans le contexte actuel. « Laissez-nous travailler tranquilles 5 minutes ! »

L'administration réfute l'idée d'un alourdissement du programme, il ne s'agirait que d'officialiser, clarifier des pratiques déjà existantes, notamment en grammaire.

Vœu du SNALC réclamant l'abandon de ce projet.

VOTE FAVORABLE : 33 pour (dont A&D) 3 contre 22 abstentions 1 refus de vote

Vœu du SNES réclamant l'abandon de ce projet.

VOTE FAVORABLE : 36 pour (dont A&D) 2 contre 22 abstentions

Vœu du SGEN réclamant seulement le report de ce projet.

VOTE FAVORABLE : 21 pour 0 contre 20 abstentions (dont A&D) 19 refus de vote

Réponse de l'administration : Nous ne tiendrons compte d'aucun de vos amendements.

Vote final du projet de la DEGESCO.

VOTE DEFAVORABLE : 2 pour 45 contre (dont A&D) 9 abstentions 4 refus de vote

Réponse de l'administration : Nous ne tiendrons compte d'aucun de ces votes.

La séance est levée.